

Cote du document: EB 2013/LOT/P.15/Rev.1
Date: 8 décembre 2013
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de dons à la République du Yémen pour le

Programme en faveur de la croissance rurale

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Mohamed Abdelgadir
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2627
courriel: m.abdelgadir@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

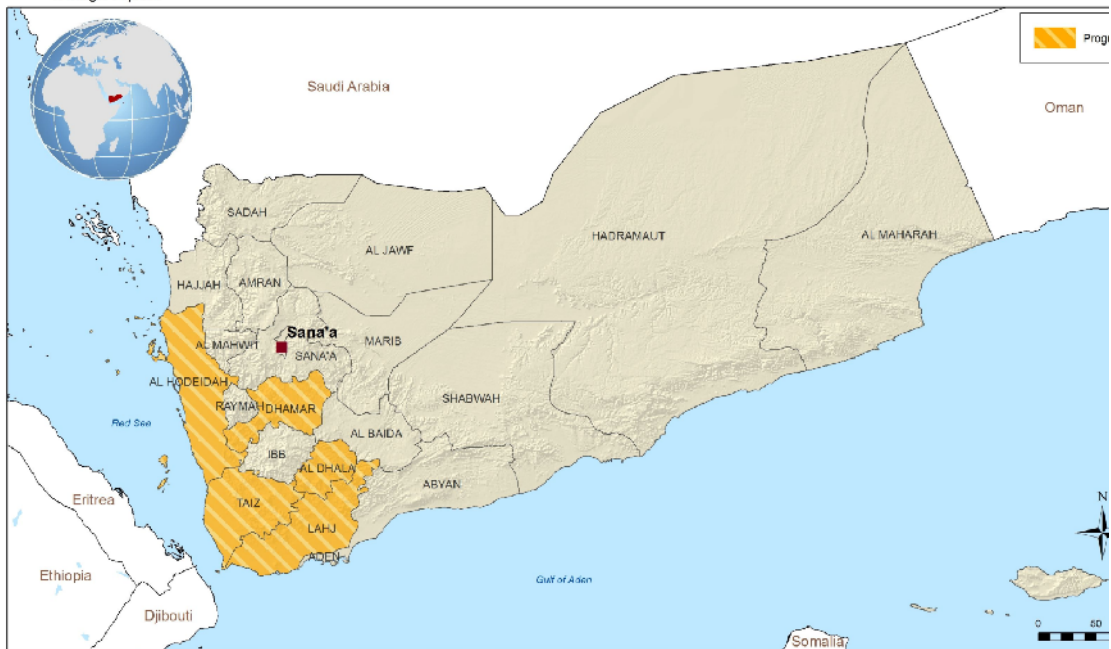
Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du programme	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation d'approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du programme	3
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du programme	3
C. Composantes/résultats	4
III. Exécution du programme	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
E. Supervision	6
IV. Coût, financement et avantages du programme	7
A. Coût du programme	7
B. Financement du programme	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	8
D. Durabilité	8
E. Identification et atténuation des risques	9
V. Considérations d'ordre institutionnel	9
A. Respect des politiques du FIDA	9
B. Alignement et harmonisation	9
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	10
D. Participation à l'élaboration des politiques	10
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	10
VII. Recommandation	10
 Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	12
 Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

ADCRMP	Projet de gestion communautaire des ressources dans le gouvernorat d'Al-Dhala
CBRIP	Projet pilote d'infrastructure rurale à assise communautaire pour les hauts plateaux
DPRDP	Projet de développement rural participatif dans la région de Dhamar
PAC	Plan d'action communautaire
PTBA	Plan de travail et budget annuel
S&E	Suivi-évaluation
UGP	Unité de gestion du programme
UNGP	Unité nationale de coordination du programme

Carte de la zone du programme

Republic of Yemen
Rural Growth Programme (RGP)
Design report



Source: FIDA, 23.05.2013

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République du Yémen

Programme en faveur de la croissance rurale

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Pays bénéficiaire du don:	République du Yémen
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et de l'irrigation
Coût total du programme:	127,4 millions d'USD
Montant du don du FIDA	9,74 millions de DTS (équivalant approximativement à 15,0 millions d'USD)
Montant du don du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) du FIDA:	6,63 millions de DTS (équivalant approximativement à 10,2 millions d'USD)
Cofinanceurs:	Banque islamique de développement (BID) Union européenne (UE) Banques/institutions microfinancières (BIM) Fonds pour la promotion de la production agricole et halieutique (FPPAH) Fonds pour l'environnement mondial (FEM)
Montant du cofinancement:	BID: 15,4 millions d'USD UE: 16,1 millions d'USD BIM: 17,7 millions d'USD FPPAH: 12,8 millions d'USD FEM: 10,0 millions d'USD
Conditions du financement:	Don Cadre pour la soutenabilité de la dette et don ASAP
Contribution du pays bénéficiaire du don:	9,3 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	21,0 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de dons à la République du Yémen pour le Programme en faveur de la croissance rurale, telle qu'elle figure au paragraphe 37.

Proposition de dons à la République du Yémen pour le Programme en faveur de la croissance rurale

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Le Yémen est le pays le plus pauvre du Moyen-Orient. Alors qu'en 2008 près de 40% de la population rurale vivaient en dessous du seuil national de pauvreté (environ 2 USD par jour), à la fin de 2010, par suite de la flambée des prix alimentaires et énergétiques et de la crise financière mondiale, le taux de pauvreté rurale était passé à 48%. La situation s'est encore dégradée après les épisodes de violence politique et sociale de 2011-2012, le taux de pauvreté rurale ayant dépassé selon les estimations 60%, ce qui signifie qu'aujourd'hui quelque 15 millions de ruraux sont livrés à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire. En outre, une grande partie de la population dépasse à peine le seuil de pauvreté et demeure extrêmement vulnérable aux chocs naturels et économiques.
2. La faiblesse de la productivité agricole, la pénurie d'eau, le changement climatique et le manque d'opportunités économiques et d'emploi en dehors de l'agriculture sont des facteurs négatifs qui pèsent lourd dans les zones rurales où ils aggravent la pauvreté. Les ressources naturelles limitées, notamment l'eau, et le manque d'accès aux services de base sont les principales causes de l'exode rural, les villages et campements des zones montagneuses en particulier se vidant de plus en plus de leurs habitants, lesquels partent en ville à la recherche de travail et de meilleurs services d'éducation et de santé. En ce qui concerne l'accès aux transports, à la santé et à l'éducation, les petits campements (moins de 1 000 habitants), qui se trouvent généralement dans les hautes terres, sont beaucoup plus défavorisés. Or, cette situation déjà désastreuse ne peut qu'empirer avec l'impact négatif prévu du changement climatique.
3. Par ailleurs, la pression démographique rend de plus en plus difficile la réduction de la pauvreté. Le taux de croissance annuel de la population a atteint en moyenne 3,2% au cours des dix dernières années, ce qui en fait l'un des plus élevés du monde. En conséquence, la population est très jeune (l'âge médian est de 18,1 ans), environ 43,3% des Yéménites ayant moins de 15 ans et 78% moins de 30 ans. Si les taux de fécondité restent à leurs niveaux actuels (4,45 enfants par femme) la population approchera les 40 millions d'habitants en 2025.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

4. En raison de la baisse de ses recettes pétrolières, de l'épuisement de ses ressources en eau douce et de l'accroissement rapide de sa population, le Yémen se classe au 11^e rang des pays exposés à l'insécurité alimentaire dans le monde, et un Yéménite sur trois souffre de faim aiguë. Un peu plus de la moitié de la population rurale (51%) est en situation d'insécurité alimentaire, contre 27% dans les zones urbaines. Globalement, 13% des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë et 60% des enfants présentent un retard de croissance. La croissance de l'agriculture ne suit plus celle de la population depuis 2005, et la productivité moyenne de l'agriculture, de la pêche et de la foresterie est faible. Près

de 50% des ménages ruraux possèdent moins d'un hectare et 40% sont sans terre. La faible croissance de l'agriculture, jointe à la grande taille des ménages et aux maigres possibilités d'emploi en dehors de l'agriculture, entraîne une pauvreté et une insécurité alimentaire importantes en milieu rural. Pour résoudre ces problèmes, le Yémen doit diversifier son économie, réduire sa dépendance au pétrole, accroître la production et la productivité de son agriculture, et investir dans des secteurs offrant un potentiel élevé de croissance des débouchés et de création d'emplois.

5. L'expérience passée du FIDA au Yémen a montré que les initiatives communautaire de développement à base territoriale pouvaient réduire avec succès la pauvreté et l'insécurité alimentaire, tout en autonomisant les communautés isolées et en particulier les femmes rurales. Ce mode d'intervention passe par la résolution simultanée de toute une série de problèmes de développement (savoirs et compétences, services financiers, infrastructure, accès aux intrants et aux débouchés, et autonomisation des femmes) au moyen d'activités complémentaires propres à créer un cercle vertueux de croissance économique rurale dynamique. Tout en insistant particulièrement sur la résilience au changement climatique, le Programme en faveur de la croissance rurale proposé reproduira, dans des communautés et des gouvernorats supplémentaires, les approches, méthodes et activités qui ont été mises en œuvre avec succès dans le cadre des trois projets suivants financés par le FIDA: le Projet de développement rural participatif dans la région de Dhamar (DPRDP) et le Projet pilote d'infrastructure rurale à assise communautaire pour les hauts plateaux (CBRIP), tous deux récemment achevés; et le Projet de gestion communautaire des ressources dans le gouvernorat d'Al-Dhala (ADCRMP) en cours d'exécution.
6. Ces projets sont considérés comme des modèles phares de développement communautaire. Dans la région de Dhamar, par exemple, plus de 25 000 petits exploitants ont adopté de nouvelles technologies et 20 000 ont obtenu une augmentation de leurs rendements: les agriculteurs qui ont utilisé des semences améliorées ont constaté une augmentation de 33% de leurs rendements tandis que ceux qui ont adopté des ruches améliorées ont vu les leurs progresser de 300 à 600%. Environ 90% des groupes féminins d'épargne et de crédit, 70% des groupes de gestion des infrastructures et 80% 1500 des microentreprises promus étaient encore en activité trois ans après leur création. Ces microentreprises dégagent un bénéfice de 10 à 15 USD par jour pour leurs propriétaires (toutes des femmes) qui sont ainsi devenues la principale source de revenus du ménage. La période de soudure moyenne à laquelle étaient exposés les ménages en situation d'insécurité alimentaire de la zone ciblée est passée de six mois à 2,1 mois.
7. Dans le gouvernorat d'Al-Dhala, qui est l'un des plus pauvres et des plus exposés à l'insécurité alimentaire du Yémen, environ 5 000 petits exploitants (femmes et hommes) bénéficient de services consultatifs à impulsion communautaire axés sur les technologies améliorées (variétés culturales, horticulture protégée, irrigation goutte à goutte). Les investissements du projet dans l'approvisionnement en eau domestique épargnent aux femmes une dépense estimée à 70 USD et 300 heures de travail par ménage et par an (avant, la corvée d'eau prenait aux femmes entre 2 et 5 heures de leur temps). La contribution des bénéficiaires, qui va de 30% pour les investissements productifs à 60% pour l'approvisionnement en eau domestique, est relativement élevée. Elle a en fait augmenté en 2011 car les bénéficiaires craignaient que le projet soit suspendu et ils tenaient à ce que les investissements aillent de l'avant rapidement. Le projet, qui jouit d'une très bonne réputation dans le gouvernorat, a contribué à améliorer la stabilité dans la région.
8. Le projet pilote d'infrastructure rurale a inauguré une méthode consistant à confier aux communautés la conception, la construction et l'entretien des routes d'accès sur les hauts plateaux. Cette approche a renforcé les capacités, encouragé l'appropriation par les communautés, créé des emplois et reliés les villages éloignés

aux marchés et aux services. Elle a eu un tel succès qu'à mi-parcours (en 2010) l'Unité communautaire de la voirie, agent d'exécution du projet, a été intégrée dans le Ministère des travaux publics et des routes, confirmant l'impact et la durabilité politiques et institutionnelles de ce projet. La construction de routes a permis une économie moyenne de 290 USD par personne et par an grâce à la réduction des frais de voyage des personnes et de transport des marchandises. Une étude d'impact de la route d'Al-Shahel dans le Hajjah a révélé que trois ans après sa construction, le nombre de véhicules et d'appareils avait augmenté de 34%, l'effectif des troupeaux de 93% et la production de viande et de lait de 117%, tandis que le temps consacré par les femmes aux corvées d'eau et de bois avait diminué de 30%. Les frais de déplacement d'un village quelconque au marché le plus proche ont baissé en général de 2,50 à 5 USD, tandis que le coût du transport du blé, des bonbonnes de gaz et de l'eau a diminué de 50%.

9. Si les projets précédemment financés par le FIDA au Yémen ont créé des opportunités liées à l'augmentation de la production agricole, au renforcement de la planification communautaire à la réduction de la pauvreté, ils n'ont pas pris explicitement en compte les impacts éventuels du changement climatique. Une évaluation de la vulnérabilité climatique a donc été entreprise au début du processus de conception afin d'identifier les risques et les mesures d'adaptation à prévoir. Cette évaluation qui a contribué à façonner la conception du programme, guidera la prise de décision au cours de son exécution.

II. Description du programme

A. Zone d'intervention et groupe cible

10. **Zone d'intervention.** Tout en renforçant la résilience des communautés au changement climatique, le programme reproduira à plus grande échelle les activités de ces précédents projets qui ont été couronnées de succès en les étendant tout d'abord à des communautés supplémentaires dans les gouvernorats de Dhamar et d'Al-Dhala, et ensuite aux gouvernorats de Hodeida, de Lahej et de Taiz. Ces cinq gouvernorats se caractérisent par une forte densité de population, une pauvreté rurale importante et une grave insécurité alimentaire. Ils comprennent tous aussi de vastes zones recensées comme des points chauds en ce qui concerne la vulnérabilité au changement climatique. L'extension à des gouvernorats supplémentaires procédera au fur et à mesure de la disponibilité de financements additionnels.
11. **Groupe cible.** Le groupe cible du programme comprendra les ménages ruraux pauvres et exposés à l'insécurité alimentaire des communautés sélectionnées, et particulièrement les femmes et les jeunes. Toutefois, d'autres ménages profiteront aussi des investissements du programme dans les biens publics et les travaux de génie civil tels que les routes et les systèmes communautaires d'approvisionnement en eau potable. Des méthodes de ciblage transparentes, fondées sur les mécanismes appliqués dans les précédents projets, seront mises en œuvre et comprendront un ciblage géographique et direct. Un effort sera fait pour assurer la participation des femmes à la prise de décision et aux instances dirigeantes des organisations communautaires. En régime de croisière, le programme devrait profiter directement à quelque 1,2 million de personnes, dont environ 0,8 million vivent actuellement en dessous du seuil de pauvreté.

B. Objectif de développement du programme

12. Le programme a pour but de réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans les zones rurales et d'accroître la résilience des petits producteurs au changement climatique. Son objectif de développement est de stimuler une croissance économique durable et résiliente au profit des femmes et des hommes des communautés rurales. Les résultats qui en sont attendus sont les suivants: i) les ménages et les communautés ont acquis la capacité de gérer leur propre

développement et d'entreprendre des activités créatrices de revenus; ii) la gestion des ressources naturelles s'est améliorée et est axée sur la résilience au changement climatique; iii) des techniques et des pratiques agricoles améliorées et résilientes au changement climatique ont été adoptées

C. Composantes/résultats

13. Le programme comprendra les trois composantes suivantes:
- a) **Autonomisation des communautés et diversification des moyens d'existence:** le résultat attendu de cette composante est le suivant: les ménages et les communautés ont acquis la capacité de gérer leur propre développement et d'entreprendre des activités créatrices de revenus. Les investissements prévus à cette fin sont les suivants: i) renforcement des institutions communautaires; ii) autonomisation des femmes; iii) promotion de la microfinance; iv) activités créatrices de revenus;
 - b) **Gestion des ressources naturelle et résilience de l'infrastructure:** le résultat attendu de cette composante est le suivant: la gestion des ressources naturelles s'est améliorée et est axée sur la résilience au changement climatique. Les investissements prévus à cette fin se concentreront: i) sur la gestion intégrée de l'eau et la conservation des sols; la restauration des terres de parcours; iii) l'eau potable; et iv) l'ingénierie adaptative pour les routes rurales afin de recueillir les eaux de ruissellement et empêcher les dommages causés par les inondations et l'érosion;
 - c) **Développement agricole:** le résultat attendu de cette composante est le suivant: Des pratiques et des techniques améliorées, résilientes au changement climatique sont adoptées. Les investissements prévus à cette fin sont les suivants: i) soutien à la vulgarisation et fourniture d'intrants; ii) efficacité de l'irrigation; iii) production et diversification agricoles; et iv) recherche appliquée visant à réduire la vulnérabilité; et

III. Exécution du programme

A. Approche

14. La mobilisation des communautés sera principalement du ressort des UGP, tandis que les investissements et les activités du programme seront mis en œuvre dans le cadre de partenariats avec les ministères de tutelle compétents, les programmes financés par des sources extérieures et le secteur privé (y compris les ONG), sur le modèle des projets ADCRMP et DPRDP. Les UGP seront principalement chargées de la passation des marchés, de la supervision des prestataires de services, de la gestion des contrats, et de la conduite des relations avec les communautés ainsi que de leur mobilisation. La performance des partenaires et des prestataires de services sera soumise à une gestion et à une évaluation rigoureuses. Les UGP travailleront en étroite coordination avec l'administration des Gouvernorats, des districts et des *uzla* (sous-districts) afin de garantir la prise en compte de la planification au niveau de l'unité villageoise dans les plans de développement des districts et des gouvernorats. Chaque UGP jouera en outre un rôle actif dans le renforcement des capacités de l'administration locale. Tous les membres du personnel seront recrutés par mise en concurrence conformément aux directives du FIDA en matière de passation des marchés. Tous les contrats seront assortis d'une période d'essai de six mois, conformément au droit du travail yéménite, au terme de laquelle ils pourront être confirmés sous réserve d'une performance satisfaisante. L'unité nationale de gestion du programme, établie à Sanaa, rendra compte au comité de pilotage national. L'UNGP fournira aux UGP des services dans des domaines transversaux ou communs à tous les gouvernorats, contrôlera et supervisera les travaux au niveau des UGP, et procédera à des audits périodiques. Son personnel sera recruté par mise en concurrence. L'agent technique principal du programme sera le Ministère de l'agriculture et de l'irrigation.

B. Cadre organisationnel

15. La gouvernance du programme s'exercera à un triple niveau:
- a) **Des groupes de coordination de district** seront créés dans chaque district sélectionné dans le cadre du programme et placés sous la direction du secrétaire général du conseil de district. Ils auront principalement pour tâche d'examiner les plans d'action communautaires (PAC), de pourvoir à la coordination entre les parties prenantes et les partenaires locaux, et de résoudre tout problème d'exécution;
 - b) **Des comités de pilotage de gouvernorat** seront créés dans chaque gouvernorat et placés sous la présidence du gouverneur. Ils auront principalement pour tâche d'approuver le plan de travail et budget annuel (PTBA) du gouvernorat, d'organiser la coordination entre toutes les parties prenantes, d'assurer la coordination avec les plans de développement des gouvernorats, d'examiner les rapports sur l'état d'avancement et la performance des activités du programme, de résoudre tout problème d'exécution et de conseiller les UGP; et
 - c) **Un Comité de pilotage national** sera créé à Sanaa et placé sous la présidence du Ministre de l'agriculture et de l'irrigation. Il aura principalement pour tâche de fournir des conseils d'ordre stratégique et politique concernant l'exécution du programme, d'approuver le PTBA global, de recruter un cabinet d'audit et d'approuver le rapport qu'il remettra, d'examiner les procédures de recrutement et d'approuver la sélection des responsables et du personnel clé, d'examiner les rapports sur l'état d'avancement et la performance, et de résoudre tout problème d'exécution non réglé aux niveaux subalternes.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

16. La planification sera fondée sur les plans d'action communautaires (sur la base de la vulnérabilité au climat). Les PAC auront une durée de trois ans permettant une planification à moyen terme destinée à simplifier le processus de préparation et d'approbation des PTBA. Les activités prévues dans les PAC seront réunies et classées par composante, et groupées aux fins de passation des marchés. Ce sera la base des PTBA de chaque gouvernorat. Les PTBA seront mis au point par chaque UGP dans le cadre d'un processus participatif réunissant les parties prenantes, et ils comprendront les données provenant du système de suivi-évaluation (S&E), des examens participatifs réguliers des PAC et des recommandations formulées par les missions de supervision et les comités de pilotage. Les PTBA des gouvernorats seront soumis à l'approbation du comité de pilotage du gouvernorat avant d'être centralisés par l'UNGP. Le PTBA national consolidé sera présenté au comité de pilotage national pour approbation, puis au gouvernement yéménite ainsi qu'au FIDA et aux cofinanceurs, pour agrément.
17. Le système de suivi-évaluation du programme sera conçu de manière à fournir des informations fiables et complètes permettant d'améliorer la planification et la prise de décision aux fins de la gestion axée sur les résultats. Le cadre logique constituera la base du S&E axé sur les résultats. La structure du système de S&E comprendra les trois niveaux suivants: i) suivi des produits axé sur les intrants, les activités et les produits physiques et financiers; ii) suivi des résultats axé sur l'évaluation de l'utilisation des produits et la mesure des bienfaits au niveau des bénéficiaires et des communautés; et iii) évaluation de l'impact visant à déterminer l'impact du programme sur le groupe cible par rapport aux objectifs. Toutes les données, analyses et rapports du S&E seront ventilés par sexe. Toutes les activités de S&E seront fondées sur le guide pratique de suivi-évaluation des projets du FIDA.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

18. **Gestion financière.** Une évaluation de la gestion financière du FIDA a abouti à la conclusion que le risque fiduciaire inhérent était élevé en raison de problèmes de sécurité intérieure et de faiblesses de la gestion des finances publiques. Les risques concernant la maîtrise du programme ont aussi été considérés comme élevés du fait principalement de l'éparpillement géographique des activités et de l'efficacité limitée de l'audit interne des ministères de tutelle. De plus, il n'a pas été possible à ce stade d'évaluer les capacités de gestion financière de trois des cinq UGP car elles ne seront créées qu'au moment de l'exécution. En conséquence, le risque financier global est jugé élevé. Les mesures suivantes seront prises pour atténuer ces risques: i) séparer strictement les budgets des UGP et de l'UNGP; ii) recruter à l'UNGP un auditeur interne à temps plein, qui rendra compte au comité de pilotage national; iii) acquérir et installer un logiciel comptable multilingue avant le démarrage de l'exécution; iv) veiller à ce que le personnel recruté ait les compétences et l'expérience voulues; v) associer les communautés à toutes les phases de la prise de décision, de la planification, de l'exécution et de l'évaluation; et vi) veiller à ce que tous les retraits soient exécutés conformément aux dispositions du manuel d'exécution du programme, qui sera soumis à l'agrément du FIDA, afin de renforcer les contrôles internes. Ces mesures seront spécifiées comme conditions préalables du décaissement et du premier réapprovisionnement, et indiquées de façon détaillée dans l'accord de financement et la lettre au bénéficiaire. Le programme appliquera la méthode des avances temporaires pour le versement des avances au compte désigné. La procédure d'accès au compte d'avance temporaire sera précisée dans la lettre au bénéficiaire. Un auditeur externe indépendant sera recruté pour auditer les états financiers annuels du programme conformément aux procédures du FIDA.
19. **Passation des marchés.** Les marchés de travaux, biens et services financés par les fonds provenant du financement du FIDA seront passés par chaque UGP conformément aux directives du FIDA en matière de passation des marchés et en respectant les principes spécifiques suivants: i) les marchés seront exécutés conformément à l'accord de financement y compris toute modification à celui-ci dont il pourra être dûment convenu; ii) les marchés seront passés pendant la durée d'exécution du programme; iii) le coût des marchés ne dépassera pas le montant disponible des fonds dûment alloués en vertu de l'accord de financement; et iv) la passation des marchés sera cohérente avec le PTBA dûment approuvé, qui comprendra un plan de passation des marchés d'une durée d'au moins 18 mois.
20. **Gouvernance.** Un cadre de bonne gouvernance est présenté dans le rapport sur la conception du programme. Ce rapport prévoit aussi des mesures spécifiques concernant:
- a) **Les dispositions institutionnelles:** le programme sera coordonné par une UNGP et géré par cinq UGP sur la base des principes de bonne gouvernance, de transparence et de responsabilité;
 - b) **L'éthique:** un code déontologique sera applicable au directeur de l'UNGP, aux responsables des UGP et aux employés, et signé par eux;
 - c) **L'évaluation et la détermination de l'impact:** ces tâches seront sous-traitées à des institutions indépendantes afin de garantir l'objectivité des analyses; et
 - d) **La supervision:** la supervision directe par le FIDA comporte l'évaluation de la conformité fiduciaire ainsi que du cadre de responsabilité et de reddition de comptes.

E. Supervision

21. Le programme sera supervisé directement par le FIDA. La supervision directe sera un processus continu exigeant une communication et une collaboration

permanentes avec le gouvernement et les responsables de l'UNGP et des UGP. Elle portera sur trois domaines: i) l'administration du financement, assurant la conformité fiduciaire, et en particulier les conditions juridiques, la gestion financière et les décaissements ainsi que la passation des marchés; ii) la supervision du programme, évaluant la performance d'exécution, et notamment la performance globale de l'exécution ainsi que le degré de réalisation des objectifs, les investissements, les activités et les produits du programme, les obligations statutaires (PTBA, suivi, évaluation), le conseil, la gestion, les agents d'exécution, le ciblage et l'intégration de l'égalité entre les sexes; et iii) l'appui à l'exécution.

IV. Coût, financement et avantages du programme

A. Coût du programme

22. Le coût total du programme, y compris les provisions pour imprévus techniques, hausses des prix, droits et taxes, est estimé à 127,4 millions d'USD pour la durée d'exécution de sept ans. Ventilé par catégories de dépenses, le coût du programme comprend les travaux de génie civil, les véhicules, le matériel, l'assistance technique et les services. Les investissements représentent 94% des dépenses de base du programme, les dépenses de fonctionnement 6%, y inclut les salaires et indemnités 5% et les dépenses d'entretien 1%. En ce qui concerne les instruments financiers, les dépenses comprendront les fonds accordés aux institutions de microcrédit en vue de leur rétrocession aux groupes d'épargne et de crédit.
23. Dérogations aux Conditions générales du FIDA applicables au financement du développement agricole. Le financement rétroactif couvrira les dépenses admissibles encourues avant la prise d'effet de l'accord mais après le 20 septembre 2013, à concurrence d'un montant maximum de 400 000 USD. Ce montant couvrira le recrutement du personnel indispensable, l'installation et le déploiement des systèmes comptables, la modification du système informatisé de gestion des prêts et dons, le recrutement d'un consultant pour l'élaboration du manuel d'exécution du programme ainsi que la mobilisation et la sensibilisation des communautés des gouvernorats de Dhamar et Al-Dhala.

Tableau 1

Ventilation des décaissements par bailleur et par catégorie de dépenses (en milliers de dollars des États-Unis)

	FIDA		ASAP		FEM		BisD		UE		MFBIs		AFPPF		Gouvernement		Bénéficiaires		Total		
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
I. Dépenses d'investissement																					
A. Travaux de génie civil	-	-	-	-	1 059	2	15 383	30	16 121	32	-	-	2 160	4	5 271	10	10 585	21	50 580	40	
B. Véhicules	428	32	833	61	-	-	-	-	-	-	-	-	95	7	-	-	-	-	1 356	1	
C. Équipement et matériel	1 809	5	1 361	4	3 004	8	-	-	-	-	11 767	32	10 599	29	2 563	7	5 512	15	36 615	29	
D. Assistance technique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
AT nationale	-	-	-	-	2 236	81	-	-	-	-	98	4	-	-	412	15	-	-	2 746	2	
AT internationale	200	55	164	45	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	364	0	
Sous-total	200	6	164	5	2 236	72	-	-	-	-	98	3	-	-	412	13	-	-	3 110	2	
E. Études, formations et ateliers	3 216	28	5 511	47	2 763	24	-	-	-	-	130	1	32	0	-	-	-	-	11 652	9	
F. Instruments financiers	4 737	29	802	5	239	2	-	-	-	-	5 681	35	-	-	0	-	4 896	30	16 354	13	
Total dépenses d'investissement	10 390	9	8 671	7	9 302	8	15 383	13	16 121	14	17 676	15	12 792	11	8 341	7	20 993	18	119 667	94	
II. Dépenses de fonctionnement																					
A. Salaires et indemnités	3 780	58	1 116	17	670	10	-	-	-	-	-	-	-	-	982	15	-	-	6 548	5	
B. Fonctionnement et entretien	808	67	404	33	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0	-	-	-	1 213	1	
Total dépenses de fonctionnement	4 588	59	1 520	20	670	9	-	-	-	-	-	-	-	-	982	13	-	-	7 760	6	
Coût total du programme	14 978	12	10 191	8	9 971	8	15 383	12	16 121	13	17 676	14	12 792	10	9 323	7	20 993	17	127 428	100	

B. Financement du programme

24. Le programme sera financé par un concours de 25,2 millions d'USD, accordé par le FIDA sous forme de dons (y compris 10,2 millions pour les activités soutenues par le Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (19,7% du coût total); un apport de 15,0 millions d'USD, consenti par la Banque islamique de développement (BID) sous forme de prêt (11,7%); une contribution d'un montant équivalant à 16,0 millions d'USD, apportée par l'Union européenne sous forme de don (12,6%); un concours de 10,0 millions d'USD (7,8%), provenant du Fonds pour l'environnement mondial (FEM); une contribution de 17,7 millions d'USD (13,9%), accordée par les banques et les institutions nationales de microfinance (BIM); une

contribution de 21,0 millions d'USD, apportée par les bénéficiaires principalement en nature (16,5%); un concours de 13,3 millions d'USD (10,4%), provenant du Fonds pour la promotion de la production agricole et halieutique (FPPAH); et un apport de 9,3 millions d'USD (7,3%), fourni par le gouvernement. L'apport du gouvernement couvre le coût des droits et taxes ainsi que certaines dépenses d'investissement dans le réseau routier.

C. Résumé des avantages et analyse économique

25. Le programme permettra de réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire et d'accroître la résilience des petits exploitants au changement climatique en stimulant une croissance résiliente et durable de l'économie rurale. Au total, quelque 176 000 ménages (environ 1,2 million de personnes) en seront les bénéficiaires. Plus précisément le programme a pour objet de soutenir:
- i) l'établissement de PAC dans chacune des 550 unités villageoises, intégrant les priorités de l'adaptation au changement climatique, sur la base d'une évaluation de la vulnérabilité; ii) la création d'ouvrages de récolte de l'eau dans un bassin versant de 1 340 hectares (environ 13 400 ménages) fournissant l'accès à l'eau potable dans 120 unités villageoises, restaurant à la production 1 150 hectares de terrasses abandonnées (11 500 ménages), et la protection de 244 kilomètres de routes contre les risques climatiques; iii) l'accroissement de la production agricole grâce à l'accès amélioré aux intrants, à des systèmes d'irrigation goutte à goutte plus efficaces sur 3 338 hectares (33 380 ménages), à une meilleure diversification de l'agriculture par la livraison de serres à 27 500 ménages et la fourniture d'une assistance technique modernisée par 1 100 techniciens agricoles villageois (vulgarisateurs privés); iv) l'offre d'opportunités économiques à environ 66 000 personnes (dont au moins 50% de femmes) par l'expansion des activités créatrices de revenus, des microentreprises et des petites entreprises mettant à profit les compétences acquises grâce aux cours et formation concernant l'alphabétisation, les aptitudes de vie, la gestion des entreprises et les qualifications techniques; v) la mobilisation des ressources financières de 100 000 individus par le biais des groupements et associations d'épargne et de crédit, qui seront ultérieurement mis en relation avec les banques de microfinance du secteur formel; et vi) l'accès à l'eau potable, qui réduira le temps et le travail que les femmes et les jeunes filles consacrent à la corvée d'eau, ce qui leur permettra de s'intéresser davantage à l'éducation, à la formation et aux activités productives.
26. Dans l'hypothèse de base, le taux de rentabilité économique interne est estimé à 15%. Ce taux comprend le coût des investissements des toutes les composantes du programme, ainsi que les dépenses de fonctionnement et les frais de remplacement; quant aux bénéfices, ils comprennent exclusivement les bénéfices préalablement quantifiés. La valeur actuelle nette du flux net des bénéfices du programme, avec un taux d'actualisation de 10%, est de 50,5 millions d'USD.

D. Durabilité

27. La durabilité des interventions du programme est garantie par l'intégration des enseignements tirés lors de l'exécution des projets actuellement reproduits à plus grande échelle, en ce qui concerne en particulier: i) l'autonomisation des communautés afin qu'elles prennent en charge dans la mesure du possible l'exécution et le S&E; ii) la durabilité des investissements dans l'infrastructure par une mobilisation, une formation et un suivi régulier efficaces des associations d'usagers avec le concours de personnel spécialisé ayant une connaissance approfondie des communautés dans lesquelles il travaille ainsi qu'une bonne formation au règlement des conflits; iii) la mise en relation des groupements d'épargne et de crédit avec les institutions microfinancières; iv) la fourniture d'incitations aux prestataires de services pour les encourager à améliorer la qualité des services offerts aux clients en liant les contrats à la performance; et v) le soutien des techniciens agricoles villageois. Le financement de l'adaptation au changement climatique et l'intégration de la planification adaptative garantiront une

plus grande durabilité des investissements et leur contribution à la réduction de la vulnérabilité.

28. **Reproduction à plus grande échelle.** Le programme reproduira à plus grande échelle les approches, méthodes et activités des trois projets financés par le FIDA qui ont été couronnées de succès, en les étendant à des communautés et à des gouvernorats supplémentaires. Le programme est construit de manière à utiliser les vecteurs, les espaces et les itinéraires appropriés à cette fin, et en vue d'une expansion future à d'autres communautés et gouvernorats.

E. Identification et atténuation des risques

29. Les risques courus par le programme ont été évalués et atténués lors de la conception. Les risques résiduels sont modérés et exogènes. La conception du programme tire les leçons des investissements passés et actuels du FIDA au Yémen, ainsi que de ceux d'autres bailleurs de fonds et partenaires. Les projets destinés à être reproduits à plus grande échelle (ADCRMP, DPRDP et CBRIP) figurent parmi les rares projets du FIDA dont l'exécution s'est poursuivie avec succès durant la crise. Cela a été possible parce que l'insécurité touchait principalement les zones urbaines; en outre, les projets ont eux-mêmes contribué à améliorer la sécurité dans les zones ciblées. Les autres risques sont principalement liés à la faiblesse de la structure des gouvernorats, facteur qui a motivé la décision de créer des structures de gestion du programme semi-autonomes, à la fois au niveau national et à celui des gouvernorats.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

30. Le programme s'insère parfaitement dans le Cadre stratégique 2011-2015 du FIDA. Il a en effet pour but d'améliorer la sécurité alimentaire en milieu rural, de réduire la pauvreté rurale et d'accroître la résilience des petits exploitants au changement climatique. Son objectif de développement est de stimuler la croissance durable de l'économie rurale au profit des femmes et des hommes des communautés rurales. Le programme collaborera avec les collectivités locales afin de renforcer leurs capacités et leur résilience aux chocs économiques et climatiques. Les résultats attendus sont les suivants: i) la résilience des ménages et des communautés aux chocs climatiques, économiques, politiques et autres est renforcée; ii) l'infrastructure et les ressources naturelles sont protégées contre les risques climatiques; iii) les pratiques et techniques agricoles sont améliorées en intégrant l'égalité entre les sexes et en s'adaptant au changement climatique; et iv) la population rurale (femmes et hommes) a plus largement accès aux opportunités économiques. L'obtention de ces résultats contribuera à la réalisation de chacun des cinq objectifs du Cadre stratégique.

B. Alignement et harmonisation

31. Le programme est aligné sur les priorités gouvernementales inscrites dans le Plan de transition 2012-2014 pour la stabilisation et le développement et le Plan de développement 2012-2015 pour la réduction de la pauvreté, ainsi que sur les priorités en matière d'adaptation au changement climatique énoncées dans le Plan d'action national du Yémen, la stratégie nationale et le programme d'investissement du secteur hydraulique, et la stratégie nationale de transition pour la sécurité alimentaire du Ministère de la planification et de la coopération internationale. Elle s'accorde aussi avec le Cadre commun des Nations Unies pour le soutien de la transition au Yémen, qui vise à apporter une réponse immédiate, concertée et multidimensionnelle cohérente et complémentaire avec les plans existants d'aide humanitaire et de développement. Fait important, le programme répond directement à l'accord sur la mise en œuvre du mécanisme de transition au Yémen, conclu sous l'égide du Conseil de coopération du Golfe et prévoyant l'établissement et l'exécution d'un programme initial de stabilisation et de développement

économiques, destiné à répondre aux besoins immédiats de la population dans toutes les régions du pays. Le soutien apporté aux institutions communautaires garantira leur intégration dans les structures administratives existantes des districts et des gouvernorats aux fins de la durabilité et de l'impact.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

32. Axé sur la réduction de la vulnérabilité au changement climatique, le programme innove en adoptant plusieurs approches destinées à résoudre les problèmes liés au changement climatique et à son impact sur l'économie rurale. Ces approches sont notamment les suivantes: i) fourniture de services financiers et promotion d'activités créatrices de revenus en appui à la mise en œuvre des PAC relatifs aux risques liés aux catastrophes; ii) promotion d'approches et de techniques agricoles résilientes au changement climatique, y compris les pratiques agricoles durables et la recherche promouvant les cultures tolérantes à la sécheresse et à la chaleur; iii) construction/restauration d'une infrastructure hydraulique résiliente, permettant une meilleure gestion de l'eau tant de boisson que d'irrigation; et iv) restauration des ressources naturelles et soutien à l'amélioration de la gestion communautaire des actifs naturels.

D. Participation à l'élaboration des politiques

33. Le programme apportera un appui à l'exécution au niveau du pays axé spécifiquement sur l'instauration d'une large vision programmatique des investissements de développement fondée sur l'expérience des opérations, sur l'établissement de systèmes et d'institutions concourant à la réduction de la pauvreté et sur la promotion de partenariats opérationnels et financiers. Au niveau national, l'UNGP s'emploiera à mettre les UGP des gouvernorats en relation avec les réseaux nationaux et internationaux d'apprentissage et de gestion des savoirs. Le personnel de l'UNGP recensera et promouvra de bonnes pratiques, encouragera la reproduction à plus grande échelle, et sera aussi chargé de promouvoir les objectifs du programme en matière de concertation.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

34. Un accord de financement entre la République du Yémen et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti au pays bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
35. La République du Yémen est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA et du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) agissant par l'intermédiaire du FIDA en sa qualité de gestionnaire du Fonds fiduciaire de l'ASAP.
36. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

37. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Yémen un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette, d'un montant équivalant à neuf millions sept cent quarante mille droits de tirage spéciaux (9 740 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Yémen un don du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne, d'un montant équivalant à six millions six cent trente mille droits de tirage spéciaux (6 630 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Rural Growth Programme"

(Negotiations concluded on 20 November 2013, in Rome)

Grant Number: _____

ASAP Grant Number: _____

Programme Title: Rural growth programme (the "Programme")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Republic of Yemen (the "Recipient")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS:

A. The Recipient has requested financing from the Fund for purposes of partially financing the Programme described in schedule 1 to this Financing Agreement;

B. The Islamic Development Bank (the "IDB") has agreed to extend financing in the form of a loan (the IDB loan) to the Recipient of approximately fifteen million United States Dollars (USD 15 000 000) equivalent to assist in co-financing the Programme on terms and conditions set forth in an Agreement (the "IDB Financing Agreement") signed between the Recipient and the IDB on 25th of July 2013;

C. In order to provide additional financing for the implementation of the Programme, the Fund will receive a contribution from the European Community which the Fund has agreed to make available to the Recipient, in the form of a Grant and in the amount of sixteen million United States Dollars (USD 16 000 000) which includes IFAD's administrative and management fees, in accordance with the terms of the Contribution Agreement to be entered between the Fund and the Commission of the European Communities;

D. The Fund will receive a Grant from the Global Environment Facility (GEF) which the Fund will make available to the Recipient, in the form of a Grant and in the amount of ten million United States Dollars (USD 10 000 000), in accordance with the terms of an Agreement to be entered between the Fund and the Recipient;

E. The Fund will provide Six million six hundred and thirty thousand special drawing rights (SDR 6 630 000) from the proceeds of the Trust Fund for the Fund's Adaptation for Smallholder Agriculture Programme (ASAP) approved by the IFAD Executive Board at its 105th Session, with the purpose of financing, in the form of grants, some components of the Programme to increase the resilience of small farmers to climate change in the five key ASAP outcome areas; and

F. Additional financing for the Programme is expected to be provided by domestic sources including micro finance institutions, Agriculture and Fisheries Production Promotion Fund beneficiaries and the Recipient.

NOW THEREFORE the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and Schedule 3 (Special Covenants).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Financing to the Recipient (the "Financing"), which the Recipient shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The Financing is composed of:

1.1. a Grant of Nine million seven hundred and forty thousand special drawing rights (SDR 9 740 000) (the Grant).

1.2. a Grant from the ASAP of Six million six hundred and thirty thousand special drawing rights (SDR 6 630 000) (the ASAP grant).

2. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1st January.

3. There shall be a Designated Account in USD for the purpose of financing the Programme. The Designated Account shall be opened and maintained in the headquarters of the Central Bank of Yemen. Upon the Recipient's request, IFAD shall make one or more withdrawals from the Grants accounts on behalf of the Recipient and deposit such amount in the Designated Account. The Designated account shall be operated by the National Programme Coordination Unit (NPCU) and shall be protected against set off, seizure or attachment on terms and conditions proposed by the Recipient and accepted by IFAD.

4. There shall be six (6) Programme Accounts in Yemeni Rial (YER) for the benefit of the Programme opened in commercial banks (government or private) acceptable to the Fund. This account shall be used for all eligible expenditures. The NPCU and Programme Management Units (PMUs) will be authorized to operate their respective accounts.

5. The Recipient shall provide counterpart financing for the Programme in the amount of nine million three hundred thousand United States dollars (USD 9 300 000) equivalent, which includes taxes and duties.

Section C

1. The Lead Programme Agency shall be the Ministry of Agriculture and Irrigation (MAI).

2. The following are designated as additional Programme Parties (stake holders): The Public Works Project, the Community Roads Unit, the Agricultural Research and Extension Authority, the Adult Literacy Organisation, the Small and Medium Enterprises Promotion Service, the Economic Opportunities Fund, the Social Fund for Development, and the National Irrigation Programme.

3. The Programme Completion Date shall be the seventh anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Financing will be administered and the Programme supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:

- (a) The Programme Implementation Manual, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme.

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) The recruitment of key Programme staff at NPCU (the Director and the Finance manager) and PMU managers and accountants in the five governorates
- (b) The Designated account has been opened;
- (c) The accounting system has been installed and deployed at the NPCU and each PMUs;
- (d) The Programme Implementation Manual (PIM) has been approved by IFAD.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

International Fund for
Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Recipient:

Minister for Planning and
International Cooperation
Ministry of Planning and
International Cooperation
P.O. Box 175
Sana'a, Republic of Yemen

This agreement, dated _____, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Recipient.

THE REPUBLIC OF YEMEN

Authorized Representative
(Insert name and title)

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

I. Programme Description

1. *Target Population.* The Programme's target group will consist of poor food insecure rural households living in selected communities with a specific focus on women and youth. However, other households will also benefit from the programmes investments in public goods and civil works such as roads and community schemes for drinking water. Transparent targeting procedures, based on mechanisms applied by ongoing projects will be implemented. Efforts will be made to ensure the involvement of women in decision-making and leadership positions in community organizations.

2. *Programme Area.* The Programme, will scale up, to incremental communities and governorates, the successful approaches, methodologies and activities of three IFAD-funded projects: the Dhamar Participatory Rural Development Project (DPRDP) the pilot Community-based Rural Infrastructure Project for Highland Areas (CBRIP), and the Al Dhala Community Resource Management Project (ADCRMP). Within Dhamar and Al-Dhala governorates the Programme intends to reach additional communities, before expanding to Hodeida, Lahej and Taiz governorates.

3. *Goal and Objective.* The Programme's goal is to reduce poverty and food insecurity in rural areas and increase smallholder climate resilience. Its development objective is to stimulate sustainable and resilient economic growth for women and men in rural communities.

4. *Outputs.* The programme's expected outcomes are: (i) household and community empowered to manage own development and engage in income generating activities; (ii) natural resource management improved and focusing on climate resilience, and (iii) improved, climate resilient agricultural practices and technologies adopted.

5. *Components.* The Programme consists of three technical complementary and mutually reinforcing components: These are: (i) Component 1: Community Empowerment and Livelihoods Diversification; (ii) Component 2: Natural Resources Management and Resilient Infrastructure; and (iii) Component 3: Agriculture Development.

A. **Component 1: Community Empowerment and Livelihoods Diversification**

The outcome of this component is to empower households and communities to manage their own development and engage in income generating activities. It consists of four sub-components: (i) community institutions building; (ii) women's empowerment and life-skills training; (iii) microfinance; and (iv) income generating activities.

Sub-component 1.1: Community Institutions Building.

The programme will support the establishment/strengthening of Community Development Associations (CDAs) and CDA registration under the Ministry of Social Affairs and Labour. Registration will provide the legal and regulatory framework for CDA operations as well as for the use of community contracting. The programme will ensure that CDA executive committees include at least one-third of female members. Each community will be assisted to undertake a participatory diagnosis of their development issues and constraints. Investments and activities to overcome these constraints will be identified through a participatory process and incorporated in Community Action Plans (CAPs).

Sub-component 1.2: Women's Empowerment.

The objective of this sub-component is to ensure that women have with the basic knowledge, skills and capacity to engage in planning and implementation of development activities in their communities and to benefit from opportunities available for income generation and employment. This will be achieved through the provision of literacy and life-skills training.

Sub-component 1.3: Microfinance.

The main objective of this sub-component is to promote the creation of one grass-root level SCG in each selected VU, federated at district or governorate level within a Saving and Credit Association (SCA). SCAs will provide services to affiliated SCGs, and will act as financial intermediaries for licensed microfinance institutions (MFIs) to which they are linked, thus providing SCG members with access to larger resources and more diversified financial products. The Programme foresees to have at least 100 000 of the target group to be members of SCGs with at least 80% of them being women.

Through awareness campaigns and support from PMU field staff, the programme will assist communities to create and register SCGs and SCAs and elect their governing bodies.

Resources mobilized by SCAs (savings, matching grants and refinancing loans) will be used to extend short and medium term loans to members (no restriction will be put on the use of loan proceeds, but SCAs will ensure that borrowing members have the capacity to pay back their loans). Loans extended by SCAs to their members will average USD 250 and repayment will be rigorously enforced.

Sub-component 1.4: Livelihoods Diversification.

The main objective of this activity is to promote in a sustainable manner young and women-managed farm and off-farm micro and small enterprises as well as income generating activities as a means for resilience to shocks.

The NPCU Business Development/Rural Finance Specialist will liaise with NGOs, consulting firms, training centres or institutions competitively selected by the NPCU to ensure the strengthening of entrepreneur's technical skills through appropriate training while he/she will provide the entrepreneur with financial management courses. Training will also include environmental and climate change adaptation issues provided by the NPCU Environment and Climate Change Specialist.

Matching grants will be extended by the NPCU from a Financial Facility for MSEs (FIFAMSEs). A FIFAMSEs Investment Committee composed of the NPCU Business Development/Rural Finance Specialist, the Governorate-related PMU Manager and the Gender and Community Development Specialist will decide on the level of grant for each investment.

B. Component 2: Natural Resources Management and Resilient Infrastructure

The expected outcome of this component is to improve natural resource management and infrastructure and climate resilient. Investments considered under this sub-component will focus on: (i) soil and water conservation; (ii) rangeland rehabilitation and management; (iii) drinking water; and (iv) construction/rehabilitation of quaternary roads

Sub-component 2.1: Integrated Water Management and Soil Conservation.

The objective of this sub-component is to support off-farm agricultural production in selected VUs through land conservation works and enhanced efficiency in water harvesting in order to restore agricultural land and increase its productivity and fertility. Under this sub-component, activities will further include terrace rehabilitation, wadi bank protection and reforestation. The programme will promote reforestation activities of hillsides.

Sub-component 2.2: Rangeland rehabilitation.

The objective of this sub-component is to increase rangeland productivity by improving carrying capacity and enhancing vegetation growth. Investments considered will include reseedling of indigenous herbaceous leguminous and cereal species and perennial forage crops, micro-catchment water harvesting, as well as soil conservation and stock water provision. Capacity building to local communities will also be provided by the programme.

Sub-component 2.3: Drinking water.

The objective of this sub-component is to provide communities with reliable and safe access to drinking water during the dry season. The programme will support both individual household and community drinking water schemes including roof rainwater harvesting structures, protected shallow wells, and gravity-fed springs based on sustainable use of locally available resources and more resilient to changing climatic conditions.

Sub-component 2.4: Construction/Rehabilitation of Quaternary Roads.

The main objective of this sub-component is to improve the quality and climate resilience of roads infrastructure to provide improved and reliable access to markets and supply of services and to open up communities in highland areas. In that respect, the Programme will enhance technical sustainability of existing earth/gravel quaternary roads through: (i) introduction of necessary erosion protection works, including through tree/shrub plantation; (ii) introduction of climate resilience in design and structures in roads; (iii) emphasis on road maintenance, and (iv) community involvement.

Component 3: Agriculture Development

The expected outcome of this component is to improve climate resilient agricultural practices and the technologies adopted. This will include enhanced on-farm water use efficiency and soil fertility regimes for food and feed crops, agricultural diversification, reduction of postharvest losses, and improved livestock feeding and health. Investments under this component include: (i) extension support and inputs provision; (ii) irrigation efficiency; (iii) agriculture production diversification, and (iv) research and development.

Sub-component 3.1: Extension support and inputs provision

The programme will train several lead farmers within each community as Village Agriculture Technicians (VATs) who then will act as resource persons to provide extension and advice to local farmers. The programme will ensure linkages between VATs and the Agriculture Research Extension Authority (AREA), MoAI Agricultural Offices, Directorate General of Animal Resources and the Central Veterinary Laboratory. The programme will support the establishment of a small local input supply shop in each village unit managed by one trained VAT, identified by the CDAs, who is willing to invest his/her own funds

Sub-component 3.2: On-Farm Irrigation Efficiency

This sub-component aims at improving irrigation water use efficiency through dissemination and promotion of proven technological packages for water saving and on-farm environmental modification and control. Modern irrigation systems will be promoted by the programme in each VU where water harvesting structures (small and medium dams, water retention barriers and farm ponds) have been implemented or rehabilitated under the programme, so as to extend the benefit of community water management to each individual.

Sub-component 3.3: Agriculture Production and Diversification

Diversification of agricultural production for enhanced resilience will be promoted in various ways. The programme will promote protected vegetable production by piloting the use of low-cost greenhouses and simple tunnel net-shade low systems. The programme will demonstrate first and eventually promote such systems as sorghum-clitoria fodder under spate/well irrigation and rainfed conditions, depending on the available source of irrigation.

Sub-component 3.4: Applied Research for Vulnerability Reduction

Through this sub-component, support will be provided by the programme to AREA to conduct several research trials in each governorate based on their specific agro-ecological conditions and projected impacts of climate change on local agriculture. These will aim at testing appropriate technologies, techniques and management practices that will enhance climate change resilience and risk mitigation. The programme will support research for the identification of crop alternatives at both the varietal and species level, by establishing and evaluating pilot demonstration plots of alternative crops established in selected VUs.

II. Implementation Arrangements

A. Programme organizational framework

The Lead Programme Agency will be the Ministry of Agriculture and Irrigation. The Community Actions Plans (CAPs) will be considered the first level of programme planning and implementation at Village Unit (VU) level. The CAPs at village levels will feed the district and governorate development plans. At each governorate level, the coordination of programme planning and implementation will be the responsibility of the Programme Management Unit (PMU) reporting to a Governorate Steering Committee (GSC). Overall coordination at national level and support for cross-cutting issues will be provided by a National Programme Coordination Unit (NPCU) located in Sana'a and reporting to a National Steering Committee (NSC).

The annual work plan and budget (AWPB) will be prepared by the Village Development Committees through a participatory approach with stakeholders, internally reviewed and consolidated, and approved by the PMUs at the Governorates levels. The Governorate AWPBs will be approved by the Governorate Steering Committee before being consolidated by the NPCU. The consolidated national AWPB will be submitted to the National Steering Committee for approval, and then to the Recipient, IFAD and cofinanciers for review and concurrence.

The Programme will be implemented by public and private sector service providers contracted by the respective PMUs and NPCU. The procurement and contracting of service providers for the implementation of Programme activities will be subject to IFAD prior review and concurrence according to the Fund guidelines.

B. Programme Implementation

B.1. Programme Management Units

1.1 *Functions.* The PMUs main role will be related to procurement and supervision of service providers, contract management, and mobilizing and managing relationships with target communities. PMUs will coordinate closely with the Governorate, District and Uzla administration to ensure that planning at VU-level feeds into District and Governorate development plans. In addition, each PMU will play an active role in the capacity building of the local administration. Each Governorate PMU will be responsible for their financial management and accounting, and will be supported by a qualified accountant.

1.2 *Composition.* Each PMU will be headed by a Programme Manager (PM) with expertise in agriculture/rural development and staffed with a small team of professionals: (i) an accountant; (ii) a procurement officer; (iii) an M&E officer; (iv) a rural engineer; (v) a gender and community development officer, and (vi) two field managers supervising community facilitators operating at VU level. In addition, support staff (secretary, drivers and guards) will be recruited by each PMU.

1.3 *Recruitment.* In each governorate, PMUs will operate with a minimal staff and implementation will be contracted out to specialized public and private service providers. All staff members will be recruited on a competitive basis in compliance with IFAD's procurement guidelines. Existing staff will be re-interviewed for their roles based on updated job descriptions. All staff contracts will be for an initial probationary period of six months compliant with Yemeni labor law, with the possibility of extension subject to satisfactory performance. All staff positions are considered for the whole duration of the Programme, except that for the rural engineer and the gender and community development specialist whose positions are ending after 5 years of entry into force of this agreement.

B.2. National Programme Coordination Unit.

2.1 *Function.* The National Programme Coordination Unit (NPCU) will be located in Sana'a within the Agriculture and Fisheries Production Promotion Fund (AFPPF) but will be reporting to the Ministry of Agriculture and Irrigation (MAI). The NPCU will provide PMUs with services related to cross-cutting and cross-governorate issues. The finance manager and two accountants will be responsible for the coordination and submission of all financial management and accounting related issues.

2.2 *Composition.* The staff of the NPCU will be competitively recruited. The NPCU will include the following positions: (i) Programme Director; (ii) Finance Manager; (iii) Internal Auditor; (iv) Consolidation accountant; (v) Senior M&E and KM specialist; (vi) Senior Procurement Officer; (vii) Environment and Climate-Change Specialist; (viii) Business Management/Rural Finance specialist; (ix) Secretary, and (x) support staff.

B.3. Governance

The programme's governance will be threefold: (i) District Coordination Groups; (ii) Governorate Steering Committees; and (iii) a National Steering Committee.

3.1. *District Coordination Groups (DCG).*

3.1.1 *Composition.* Located in each district and headed by the General Secretary of the District Council, DCG will also include: (i) executive members of the Local District Council; (ii) the President of each Community Development Association supported by the Programme in the District; (iii) the PMU Gender and Community Development Specialist, and (iv) two community facilitators (one man and one woman).

3.1.2. *Responsibilities.* The main responsibilities of each District Coordination Group will include: (i) review of Community Action Plans (CAPs); (ii) coordination between stakeholders and local partners from the public and private sectors; (iii) conflict resolution.

3.2. *Governorate Steering Committees (GSC).*

3.2.1. *Composition.* Governorate Steering Committees (GSCs) will be established, chaired by the Governor. They will also include: the General Secretary of the Local Council; the General Manager of the Agriculture and Fisheries Department of the MoPIC; the General Manager of the Loan and Grant Department of the MoF (in charge of loans and credits); the General Manager of the Planning Department; the General Manager of the Women Development Department and the General Manager of the Project Department of the MoAI; the Agriculture and Irrigation Office Manager, and the PMU Manager.

3.2.2. *Responsibilities.* The main responsibilities of each GSC will include: (i) approval of Governorate Annual Work Plan and Budget (AWPB); (ii) ensure coordination between all stakeholders; (iii) ensure coordination with Governorate development plans; (iv) review progress reports and performance of Programme's activities.

C. Programme Implementation Manual (PIM)

The Programme will be executed as provided for in the Implementation Manual, which shall provide, among other things: the administrative and financial procedures; the roles and responsibilities of the programme implementation units; the detailed description of the implementation arrangement for the Programme components and the project typologies and targeting selection and control procedures. .

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Financing Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Grants and the allocation of the amounts of respective Grants to each Category and the percentages of eligible expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Grant amount allocated (expressed in SDR)	ASAP Grant Allocated (expressed in SDR)	% of eligible expenditure to be financed (excluding taxes and duties)
I. Vehicles	250 000	310 000	
II. Equipment and Material	940 000	1 180 000	
III. Consultancies	2 000 000	3 120 000	
IV. Credit, Guarantee Funds	2 890 000	470 000	The percentages of expenditures to be financed is detailed below
V. Salaries and Allowances	2 210 000	650 000	
VI. Operating Costs	470 000	240 000	
Unallocated	980 000	660 000	
TOTAL	9 740 000	6 630 000	

(b) The terms and percentages of eligible expenditures to be financed by each Category, used in the Table above, are defined as follows:

"Vehicles" under Category I, shall mean eligible expenditures, net of all duties and taxes, incurred related to:

- (i) Component 1: Vehicles financed 100% from ASAP Grant, for each of the 5 Governorates.
- (ii) Programme implementation: Vehicles financed 100% from IFAD, for each of the 5 Governorate PMUs and the NPCU.

"Equipment & Material" under Category II, shall mean eligible expenditures, net of all duties and taxes, incurred related to:

- (i) Component 1: Furniture for Community Development Association (CDAs) financed 100% from ASAP Grant, for each of the 5 Governorates.
- (ii) Component 3: Veterinary kits financed 100% by ASAP Grant, for each of the 5 Governorates; Investment financed 30% from IFAD; Demonstrations financed 60% from IFAD and 20% from ASAP Grant, for each of the 5 Governorates.
- (iii) Programme implementation: Computers, projectors, printers, GPS, camera and office furniture financed 100% from IFAD, for each of the 5 Governorate PMUs and the NPCU.

"Consultancies" under Category III, shall mean eligible expenditures, net of all taxes, incurred related to:

- (i) Component 1: Studies and Technical Assistance in Community Institutional Building financed 100% from ASAP Grant; International Technical Assistance for Saving and Credit Associations (SCA) and Saving and Credit Groups (SCG) financed 100% from IFAD; Studies for exposure visits and value chain analysis financed 100% from ASAP Grant; and Studies for fair participation financed 80% from ASAP Grant. Financing relates to 5 Governorates.
- (ii) Component 3: Studies for Capacity Building of Village Agriculture Technicians financed 100% from ASAP Grant for 5 Governorates.
- (iii) Programme implementation: Studies, Capacity Building, Technical Assistance, Workshops and Audit financed 100% from IFAD for 5 PMUs and NPCU

"Credit, Guarantee Funds" under Category IV, shall mean eligible expenditures, net of taxes, incurred related to:

- (i) Component 1: Savings Credit Association Capitalization and Savings Credit Group Matching Grants financed 100% from IFAD; Matching and Energy Grants for Income Generating Activities financed 100% from IFAD; Market Promotion financed 80% from ASAP Grant. Financing relates to 5 Governorates.
- (ii) Component 2: Operation Costs for Village Agriculture Technicians financed 100% from ASAP Grant for Al Dhala and 100% by IFAD for Dhamar and Taiz.

"Salaries and Allowances" under Category V, shall mean eligible expenditures, net of taxes, incurred related to:

- (i) Component 1: Equipment for Community Facilitators financed 100% from ASAP Grant, for 5 Governorates.
- (ii) Programme implementation: Personnel Costs financed 60% from IFAD and 25% from ASAP Grant, for 5 PMUs and NPCU.

"Operating Costs" under Category VI, shall mean eligible expenditures incurred related to:

- (i) Programme implementation: Operation and Maintenance of vehicles, equipment, offices and Steering Committee Meetings, financed 60% from IFAD and 40% from ASAP Grant for 5 PMUs and NPCU.

2. *Retroactive financing.* The Financing shall retroactively finance up to USD 400 000 of eligible expenditures incurred after 20th of September 2013 for: Recruitment of the key staff; Installation and deployment of the accounting systems; Alternations to LGMIS; Recruitment of a consultant for the preparation of the PIM; and Mobilization and sensitization of the communities in Dhamar and Al Dhala. These expenditures will be eligible under Categories III (Consultancies), V (Salaries and Allowances) and VI (Operating Costs).

Schedule 3*Special Covenants*

Gender. For the purposes of this Agreement the Recipient shall ensure that the Programme benefits are delivered to poor rural women in the Programme area. The AWPBs and progress reports shall be disaggregated by gender as appropriate.

Logical framework

Objective Hierarchy	Key Performance Indicators	Means of Verification	Risks/Assumptions
Goal			
Poverty and food insecurity reduced and smallholder climate resilience increased	<ul style="list-style-type: none"> 800,000 poor rural people/120 000 HHs lifted out of poverty [Total 1.18 million individuals/176,000 HHs]. 800,000 poor rural people/120 000 poor smallholder HHs increased climate resilience - ASAP 50 per cent reduction in average length of hungry period among beneficiaries Reduction in chronic child malnutrition (Baseline in rural areas [2012]: 63.5 per cent) Increase in HH asset ownership index 	Baseline & impact surveys Government data (CSO) UNDP/World Bank poverty assessment UNICEF/WFP food security assessments	Improved security (A) Improved macro-economic conditions (A) Stable political transition (A)
Programme Objective			
Resilient and sustainable rural economic growth stimulated	<ul style="list-style-type: none"> US\$500 increase in household income through economic diversification and access to financial services after 5 years per cent increase in the Community Capability Index (CCI)¹ as compared to baseline - ASAP 	Baseline and impact survey	
Outcomes and Outputs by Component			
Component 1: Community Empowerment and Livelihood Diversification			
Outcome 1: Household and community empowered to manage own development and engage in income-generating activities	<ul style="list-style-type: none"> At least 50 per cent of CDAs with medium-term climate resilient CAPs, reviewing them annually - ASAP Increase in average HH savings (US\$300 after 5 years) #, value, and size of loans by SCGs (> 400 000 loans; US\$48 million; US\$120) and MFIs/commercial banks (> 11 000 loans; US\$8 million; US\$750) 	Baseline & impact surveys CDA reports Interviews/focus groups Programme administrative reports SCAs and MFIs records	Traditional views of women's role in family and society can be changed (A)
Output 1.1: Representative CDAs established / strengthened	<ul style="list-style-type: none"> 550 CDAs formed, strengthened and legally registered 30 per cent of leadership positions in CDAs held by women 	CDA reports Field staff reports Programme administrative records	Intra-community conflicts prevent formation of effective CDAs (R)
Output 1.2: Basic/vocational training provided for women target groups	<ul style="list-style-type: none"> At least 50 000 women receive literacy/life skills training At least 30 000 women receive vocational training 	SCGs/SCAs reports MFIs reports	PFI's unwilling to

¹ The CCI is the IFPRI tool used to measure community capabilities in the domain of natural resource governance.

Objective Hierarchy	Key Performance Indicators	Means of Verification	Risks/Assumptions
Output 1.3: Basic financial services made available	<ul style="list-style-type: none"> • SCGs established with 100 000 members (at least 70 per cent women) • At least 70 per cent of SCGs have access to financial resources from MFIs 		partner with SCAs (R)
Output 1.4: Income-generating activities promoted	<ul style="list-style-type: none"> • At least 50 000 beneficiaries establish or expand an income-generating activity (of whom at least 50 per cent are women) (ASAP) 		
Component 2: Natural Resources Management and Resilient Infrastructure			
Outcome 2: Natural resource management improved and focusing on climate resilience	<ul style="list-style-type: none"> • US\$55 million worth of new/existing rural infrastructure, including irrigation systems, made climate resilient - ASAP • 1 hr/day/HH reduction in time spent collecting water • 275 Soil and water conservation schemes proposed within CAPs implemented - ASAP 	CDA reports Programme administrative reports Studies & surveys	
Output 2.1: Integrated water management plans implemented in target areas	<ul style="list-style-type: none"> • Water harvesting and storage efficiency increased by 30 per cent in all target areas compared to baseline • 1 220 ha of agricultural land rehabilitated and back in production - ASAP 	Baseline & impact surveys CDA reports Field staff reports Programme administrative records WUAs & LMAs reports	Communities within watersheds willing to collaborate to plan and implement watershed management development schemes (A)
Output 2.2: Rangeland rehabilitated and carrying capacity increased	<ul style="list-style-type: none"> • 80 per cent of rangeland rehabilitation schemes (including reseeding and eradicating non-beneficial species) within CAPs are implemented • 50 rangeland resource assessment and monitoring plans developed and functional 		
Output 2.3: Rural infrastructure made more resilient	<ul style="list-style-type: none"> • At least 244 km of quaternary roads upgraded and constructed with strengthened climate resilience, including features to protect against flood damage and to harvest water - ASAP • US\$4 reduction in overall transportation cost • At least 80 per cent of the dry season drinking water supply measures proposed by the CAPs are implemented. 	Baseline & impact surveys CDA reports Field staff reports Programme administrative records WUAs & LMAs reports	Communities willing to collaborate to plan and implement public infrastructure projects and to participate in their financing (A)
Component 3: Agriculture Development			
Outcome 3: Improved, climate resilient agricultural practices and technologies adopted.	<ul style="list-style-type: none"> • At least 70 per cent of smallholders in each target community adopt resilient agricultural practices or technologies by completion - ASAP • 30 per cent increase in yields/unit of water used – ASAP 	Baseline & impact surveys CDA reports Government data (MoAI, MoTI, YSMO)	Farmers willing to adopt new technologies (A)

Objective Hierarchy	Key Performance Indicators	Means of Verification	Risks/Assumptions
Component 4: Programme Management			
Outcome 4: Effective programme management arrangements operational	<ul style="list-style-type: none"> • Annual supervision missions provide 'satisfactory' rating for programme management 	IFAD Supervision reports	
Output 4.1: Project management and coordination units established	<ul style="list-style-type: none"> • 5 Governorate-level PMUs established 3 months after entry into force • 1 NPCU established prior to start-up • National and Governorate steering committees established • Service providers and partners strengthened to cope with CC 		